

Mardi 19 novembre 2019

Séance solennelle d'ouverture

Intervention de François Baroin, président de l'AMF

Monsieur le Président de la République,
Monsieur le Président du Sénat,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Madame la maire de Paris,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames, Messieurs, chers amis,

C'est une grande fierté pour tous les maires de France, Monsieur le Président, que vous soyez ici. Et c'est un grand honneur pour nous de vous recevoir. C'est un honneur parce que votre présence, comme garant des institutions de la Nation et notre présence, certainement dans un des congrès les plus importants par son influence, offrent au visage de la République ses deux murs porteurs les plus essentiels. Vous, garant de l'équilibre de la Nation, incarnant la République et nous, nous efforçant de la faire vivre au quotidien.

C'était un honneur et une fierté également parce que la situation de notre pays, et vous le savez mieux que quiconque, exige de notre part à tous dignité et responsabilité. Dignité devant les difficultés et trop souvent la souffrance de nos concitoyens, qu'il faut entendre. Responsabilité, nous l'avons montré à de nombreuses reprises tout au long de cette année, Monsieur le Président, face aux risques de violence qu'entraînent depuis plusieurs mois les mouvements sociaux que connaît notre pays.

Et c'est dans cet esprit de responsabilité et de dignité que je vous souhaite, au nom des maires de France, la bienvenue ici pour ce dernier congrès du mandat.

Je ne peux, comme l'a fait André LAIGNEL, comme l'a évoqué Anne HIDALGO, ouvrir ce

102^e Congrès en votre présence sans avoir une pensée profonde à l'égard de Jean-Mathieu MICHEL. Je ne le connaissais pas. Je ne connaissais pas le Maire de Signes, A l'annonce de sa mort, son visage est apparu à la télévision de manière assez spectaculaire. C'était un homme magnifique de 73 ans. L'usure du temps, de la charge et de la responsabilité n'avait en aucune façon altéré la sincérité de son engagement. C'était un homme fort, qui dégageait une vraie puissance. Il aimait le rugby, on sentait que c'était cet homme du sud, avec l'accent rocaillieux. Nous avons tous été à la fois bouleversés par son engagement, par les conditions et les circonstances de son décès. Nous avons été également très impressionnés par la réaction de ses équipes et de sa famille. Nous lui rendrons un hommage, à lui, cet homme, mort au service de la cause qu'il défendait, un élu de 83.

Des élus de la génération 83, vous n'en avez plus tellement en face de vous, Monsieur le Président. Il voulait encore se représenter, il allait passer le témoin après une élection qui s'annonçait probablement, non pas assurée mais en tout cas accompagnée par la population qu'il représentait. Il est le symbole même de la difficulté de l'exercice, de la tâche, de la responsabilité de maire et par sa mort il incarne mieux que quiconque la difficulté et la nécessité qu'il y a d'accompagner notre mission au service de la République que vous incarnez.

C'est l'un des premiers enseignements, douloureux, de ce mandat municipal, probablement l'un des mandats les plus difficiles de ces dernières décennies.

Je m'adresse à vous, chère Anne HIDALGO, pour vous dire, comme je l'évoquais en introduction, notre reconnaissance. Là encore, notre premier vice-président délégué l'a évoqué, tous ceux qui sont les contemporains de ce mandat, et vous êtes au premier rang, n'oublieront jamais deux décisions que nous avons prises.

La première, c'est d'annuler un congrès des maires de France. Cela ne s'était jamais produit en un siècle. La deuxième, c'était de substituer à ce congrès des maires une réunion des premiers magistrats de toutes les communes de France à Paris, en votre présence, sous le regard du Président de la République et du gouvernement de l'époque, confrontés à la plus terrible vague de violence terroriste, et quelque chose d'éternel nous lie par cette solidarité où la République s'est tenue debout, bleu-blanc-rouge, face à la menace, face à l'horreur, face à la violence, face à la douleur de ces familles, aux côtés de son maire, du Conseil de Paris, aux côtés des Parisiens. Cela restera, là encore, la trace de la plus grande des solidarités qui peuvent exister entre les maires des toutes petites communes et la représentante de la capitale française.

Je veux saluer, Monsieur le Président de la République, devant vous, les membres de votre gouvernement qui vous accompagnent. Beaucoup sont, tout au long de l'année, je le dis aussi avec beaucoup de conviction et parfois beaucoup d'amitié, nos interlocuteurs du quotidien.

Nous avons – pourquoi le taire – à peu près trouvé nos marques avec eux. Je dis « à peu près » parce qu'il y a encore quelques sujets, que nous évoquerons très brièvement, rassurez-vous. La préparation de la loi sur la mobilité a par exemple donné lieu, je le dis pour tous les collègues, à une concertation exemplaire. Elle a été difficile, elle a été exigeante, les mouvements, et les enjeux étaient fondamentaux. Elle se poursuit d'ailleurs pour ce qui concerne la rédaction des décrets d'application. Nous sommes dans la bonne direction, avec une bonne méthode.

Dans le domaine de la petite enfance, nous avons produit avec deux ministres concernés un document de référence sur l'accueil dans les crèches. Je crois que c'est utile, précieux et nous avons atteint tous les objectifs que nous nous étions fixés.

Nous signerons jeudi prochain avec la ministre de l'égalité femmes-hommes l'engagement des maires de France de faire de la lutte contre les violences faites aux femmes, comme vous l'avez souhaité, l'une des grandes causes du mandat. Là encore, les maires seront au rendez-vous du quotidien, de l'accompagnement d'une politique d'État, main dans la main.

Car au fond, qui accueille, qui écoute, qui met en place les centres d'hébergement, l'accompagnement des familles, des difficultés sociales, l'aide d'urgence, etc., tous ces sujets de solidarité ?

Dans le domaine de l'école, vous avez pris, avec votre ministre, des engagements forts et des réformes qui, dans leur immense majorité, ne sont contestés par personne même si, là encore, le dialogue doit se poursuivre notamment sur les questions financières qui nécessiteront quelques ajustements.

Tout cela va dans la bonne direction. La réorganisation de votre équipe gouvernementale chargée des relations avec nous – Madame GOURAULT, Monsieur LECORNU, je les cite – a permis la reprise d'un dialogue utile et fécond sur un certain nombre de sujets.

Sur l'enjeu environnemental il y a encore quelques marges de progression mais les échanges se poursuivent sous l'autorité de la ministre de la Transition écologique. Je suis convaincu que nous trouverons des points d'accord et, puisque nous partageons le même objectif. Nous saurons, là encore, les réponses collectives qui correspondent aux attentes quotidiennes des Français.

Qu'il me soit permis aussi en votre présence et sous votre regard, cher Emmanuel MACRON, de saluer le président du Sénat, Gérard LARCHER. Il porte une institution fondamentale au service du

débat démocratique. Il n'a jamais failli au regard des défis, des enjeux et des combats que nous portons pour permettre à la Haute assemblée d'irriguer de façon vertueuse le champ du débat et le champ du dialogue afin, de défendre les communes, les départements, les régions, bref, de défendre cette République de proximité. Merci à Gérard LARCHER de son engagement, merci pour sa force, son sourire, son caractère, son tempérament. Merci aussi pour son esprit de rassemblement.

Je salue la présence du président du Conseil économique, social et environnemental, Patrick BERNASCONI. Il a aujourd'hui la lourde charge de montrer que la démocratie participative peut trouver sa place dans notre pratique institutionnelle. Il sait pouvoir compter sur nous.

Je voudrais enfin souligner la présence du nouveau président de l'Association des régions de France, un ami du sud, Renaud MUSELIER – Je salue Hervé MORIN qui a été un acteur vaillant et valeureux, pas toujours facile pour le gouvernement et l'État – après tout, c'est aussi cela la démocratie – un acteur créatif, à l'initiative, plein d'énergie et je voulais le remercier pour le trio que nous avons formé avec Dominique BUSSEREAU, dont je salue aussi l'engagement, qui a permis, je crois, d'offrir un visage vis-à-vis de l'État, pour la première fois dans l'histoire de la décentralisation. Régions, départements, communes, offrant une vision, une espérance de nouvelles libertés locales. Merci à toi, cher Hervé, et merci à Dominique aussi d'être aux côtés des maires au quotidien pour avancer.

Monsieur le Président de la République, grâce à la mobilisation de l'INA, la voix de Jacques Chirac a résonné tout à l'heure. Cette voix, ce regard, ce visage, ce charisme, cette voix a résonné comme ce fut souvent le cas dans nos congrès pendant près de 30 ans et je vous le redis, merci de votre présence. Elle honore évidemment ceux qui l'ont aimé, dont je fais partie, je n'apprends rien à personne, ceux qui l'ont soutenu, ceux qui l'ont accompagné. Elle honore tous les républicains qui ont grandi sous son autorité et sous sa

direction et elle honore tout simplement la France des villages, la France des terroirs. Nous sommes sensibles à votre présence, vous l'avez manifesté, et nous vous en sommes reconnaissants.

Jacques Chirac aimait effectivement la France et les Français de tout son être, il les aimait sans réserve, avec beaucoup d'indulgence mais aussi beaucoup d'intuition. Il aimait une France vivante qui était faite d'humanité et d'une grande tolérance. Au fil des ans et des responsabilités, en métropole comme en outre-mer – nous avons eu l'occasion d'évoquer sa mémoire hier tout au long de la journée avec nos compatriotes ultramarins – il avait arpenté sans relâche ces routes de France à la rencontre des Français. C'est là qu'il avait appris à connaître les maires, à mesurer l'importance des communes dans la construction de la cohésion de notre pays.

Il fut un maire de Paris protecteur pour l'Association des maires de France. C'est lui, le premier, qui voulut accueillir à l'Hôtel de ville, un peu comme un symbole, chère Anne HIDALGO, comme vous hier, les maires ultra-marins et les maires de France. Quel beau symbole que d'imaginer ce visage de tous les maires présents à l'Hôtel de ville accueillis par le maire de la capitale.

Il fut un Premier ministre présent et disponible sur tous les dossiers et, comme Président de la République il laissa une trace et une marque dans notre loi fondamentale lorsqu'il prit la décision avec Jean-Pierre Raffarin de modifier la constitution et d'y inscrire l'organisation décentralisée de notre République.

Pour les maires, pour les élus, ce fut un président à l'écoute de ce besoin de décentralisation et le moins qu'on puisse dire, c'est que ses propos restent d'actualité, les événements des 12 derniers mois nous l'ont rappelé lorsque la République a semblé fragile et menacée dans ses fondements. Il évoquait les maires comme véritable socle de la République.

Vous l'avez vous-même évoqué, André LAIGNEL avait bien le droit de souligner l'importance, le

rôle et la place du Président MITTERRAND dans cette construction de la décentralisation. S'il y a des émergences dans les problématiques, dans les sujets, dans les interrogations sociales. S'il y a bien des invariants sur les fondements de la République. Il y a bien aussi la permanence du dialogue fécond qui doit exister entre l'État et les maires pour tenir la république du quotidien.

Et c'est ce que vous avez fait, Monsieur le président de la République, il y a un an, lorsque vous avez pris la décision d'organiser ce grand débat.

Pourquoi le taire, au début c'était un point d'interrogation. Beaucoup d'entre nous ce sont interrogés. Non pas sur le principe du grand débat, car le grand débat, pour les maires, c'est tous les jours et depuis toujours. Mais sur le fait que nous n'étions pas certains de pouvoir être les meilleurs médiateurs afin de répondre aux questions soulevées par le mouvement des Gilets Jaunes au regard de la problématique engendrée par un contexte national qui dépassait très largement les frontières de chacune de nos communes.

Mais vous nous avez sollicités. Il était indispensable que nous soyons au rendez-vous, soit comme facilitateurs, pour remonter en étant à l'écoute de nos administrés toutes leurs revendications, qui portaient plus largement sur le cadre national, soit comme animateurs de ces débats et, à la fin, vous avez eu raison.

Oui, vous avez eu raison d'organiser ce grand débat et vous avez eu raison, de vous appuyer sur les maires de France car vous savez qu'ils constituent pour tout Président de la République, la garde nationale protectrice lorsque les enjeux sont d'importance. Et c'est ainsi, à travers ces six mois de dialogue dans ce grand débat nécessaire, au moment où les rues de nos villes subissaient de manière répétée des dégâts considérables, que vous avez pu observer leur sang-froid, leur détermination et leur volonté d'être aux côtés de l'État pour garantir l'ordre républicain dont l'État a la charge.

Les maires sont des républicains, viscéralement attachés aux institutions démocratiques, au respect de la loi et aux principes de justice et d'équité. À la place qui est la nôtre, nous vous avons accompagné, à la place qui sera toujours la nôtre, celle de la commune et de la république, vous savez pouvoir compter sur la garde nationale des maires de la République française.

Cette démocratie locale, ce n'est pas une forme secondaire de la démocratie tout court. C'est plus que jamais le lieu de toutes les questions et de bien des réponses, comme le disait justement Jacques Chirac – et nous sommes à l'époque en 1997. Lorsque l'État conçoit et met en œuvre ses politiques, nous sommes disponibles pour l'aider à trouver le chemin qui conduit à ce lieu où il y a des réponses aux questions qu'il se pose.

Au terme de ce mandat 2014-2020, on peut dire que les maires sont de nouveaux au cœur de la République mais, je veux le dire, nous revenons de très loin.

Nous revenons de très loin parce que si le mandat a été difficile par les circonstances, il a été aussi par ce que nous avons entendu. On nous disait que nous faisons trop de dépenses, que nous aimions la cocarde, les cocktails, que nous faisons des ronds-points qui aboutissaient dans une impasse ou qui ne servaient à rien – certains pourraient être tentés de dire qu'il y avait une affectation cachée dans l'utilisation de ces ronds-points mais je laisse le soin aux uns et aux autres de l'évoquer éventuellement. Mais enfin, c'était quand même cela il y a six ans. C'était cela.

Ces élus dépensent trop, ils sont clientélistes, et certains expliquaient que nous incarnions une France du passé qui devait laisser la place à une génération de gestionnaires qui feraient le bonheur des gens sans leur en parler. Et oui, à la rigueur, on pourrait peut-être les interroger par Internet.

On nous disait aussi que nous n'avions plus tout à fait la taille critique pour continuer à porter les responsabilités que nous exerçons depuis toujours, et lorsque nous voulions mieux nous

organiser, le législateur nous proposait juste de transformer l'intercommunalité en trou noir des communes. Au fond, on nous laissait entendre que les affaires locales étaient trop importantes pour que l'on puisse faire confiance à ceux que les électeurs avaient élus pour s'en occuper.

En résumé, sur les maires, le constat de Paul VALERY que la politique est l'art d'empêcher les gens de se mêler de ce qui les regarde allait devenir une prophétie et une réalité.

Dans cet esprit, je le dis avec beaucoup de conviction, il nous a fallu remonter la pente avec une détermination sans faiblesse à l'égard de ceux qui avaient soit une lecture comptable, soit une lecture de rendement budgétaire, soit une vision dépassée, mal ajustée par rapport à l'utilité des communes.

Cette conception budgétaire nous a amenés à nous battre. Pour la première fois dans l'histoire des maires de France, nous sommes allés à la rencontre de nos habitants avec des pétitions que nous leur demandions de signer afin de défendre, ici les services publics, à un autre endroit, un investissement local, à un autre endroit encore, le développement d'un territoire ou la protection de telle ou telle activité. C'est un phénomène unique dans l'histoire mais qui nous a amenés, par les circonstances et par notre force collective, à redresser la pente.

Dans le même temps, il a fallu aussi lutter contre une politique que nous qualifions d'un peu absurde et d'assez injuste. Je veux juste vous donner un chiffre, Monsieur le Président mais vous le savez, vous avez été à Bercy, moi aussi, et nous avons mené des politiques qui étaient des politiques d'accompagnement, mais en ne prenant peut-être pas pleinement la mesure de la réalité de l'impact des efforts que nous demandions aux collectivités locales.

Le mandat qui s'achève amènera au constat suivant : le bloc communal, communes et intercommunalités, auront investi 16 milliards de moins que lors du mandat précédent. 16 milliards, c'est peu ou prou l'enveloppe représentant l'ensemble des mesures qui allaient dans la

bonne direction pour soutenir le pouvoir d'achat, liées à vos engagements pris au lendemain du grand débat sur les Gilets Jaunes.

20 % d'investissements publics en moins sur les quatre années qui viennent de s'écouler. 25 %, en moyenne, de services publics, d'accompagnement et de présence en moins, les mêmes proportions pour le tissu associatif de subventions en moins.

10 % d'investissements publics en moins, pour un pays comme le nôtre, c'est 0,2 points de croissance, et nous avons eu du retard par rapport aux autres pays. Cette logique, cet équilibre, cet accompagnement doivent nous amener à dire stop. Vous en avez pris la mesure et vous avez pris la décision de bloquer ce cadre de la réduction de la dotation. Je le dis pour ceux qui nous écoutent – les maires sont des praticiens et des professionnels de la matière – les dotations ne sont pas une subvention. Nous ne tendons pas la main et nous ne demandons pas l'aumône. La dotation, c'est l'argent que l'État doit aux collectivités locales, à raison des impôts nationaux ou locaux qu'il a supprimés, pour pouvoir financer les services publics, soutenir l'investissement public, développer chacun de nos territoires.

Nous avons ressenti tout cela comme une injustice, mais malgré cela nous nous sommes encore battus. Nous avons touché le fond – et nous en parlons pour la dernière fois – quand, il y a un an, au moment de la publication des feuilles d'impôt sur la taxe d'habitation, certains que nous ne qualifierons plus ont demandé de balancer leur maire. Ce temps-là doit être définitivement derrière nous. Je sais votre engagement, je sais votre désapprobation personnelle et je sais les regrets que vous avez exprimés, vous me l'avez dit et j'en porte témoignage. Nous sommes de ce point de vue les garants les uns et les autres du respect des élus de la République et nous comptons sur vous, Monsieur le Président, pour nous protéger.

Les autres sujets ont été abordés, je reviendrai brièvement, simplement, sur la taxe d'habitation. Là aussi, vous le savez, nous l'avons évoqué la

semaine dernière ensemble, c'est un fruit qui ne passe pas très bien. Il a un goût amer, il reste un peu en travers de la gorge.

Comme tous les chefs d'État et vous n'êtes pas le premier, vous avez décidé de supprimer un impôt qui vous appartient pas, et je le dis d'autant plus volontiers qu'André LAIGNEL et moi-même avons appartenu à des gouvernements qui ont fait exactement la même chose, et je le dis d'autant plus volontiers encore que le rassemblement des maires, pendant trois jours ici, à Paris, est né justement contre un État et un Président de la République qui avait décidé de supprimer un impôt qui ne lui appartenait pas. C'était l'octroi, qui allait financer les caisses des recettes communales pour permettre d'accompagner les services publics et le développement des territoires.

Donc il n'y a pas grand-chose de nouveau, mais comme, à cette époque et à chacune des périodes, tous les maires ont revendiqué, il n'y a pas de raison que vous ayez un traitement de faveur et nous maintenons cette revendication bien légitime.

Je pourrais longuement évoquer, au fond, les arguments contraires de ceux qui ont été développés pour supprimer la taxe d'habitation. Je n'y reviendrai pas, je peux juste dire que si c'est un pouvoir d'achat supplémentaire, c'est plutôt un pouvoir d'achat pour ceux qui en ont déjà car je rappelle que 20 % des gens étaient déjà dégrévés de la taxe habitation, que 23 % étaient exonérés partiellement ou totalement. Vous aviez donc déjà 43 % des Français qui ne la payaient pas. L'effort était donc porté par à peine la moitié des Français, ce qui justifie l'argument d'injustice que vous avez repris à votre compte, et après tout, cela a une certaine logique. Mais enfin, si l'on regarde tous les autres impôts, y compris ceux de l'État, on arrive à peu près à la même conclusion. Il y avait des choix à faire, vous avez fait celui qui nous concerne, nous avons essayé de corriger, avec votre gouvernement, ce mal.

La solution que vous reprenez sur le transfert du foncier est le moindre mal pour les communes,

mais elle soulève d'autres questions puisque l'injustice montrée du doigt pour la taxe d'habitation est exactement la même que celle concernant l'assiette du foncier. Donc le débat sur l'avenir du foncier est d'ores et déjà posé si l'on considère que le paradigme idéal est de dire que cet impôt est injuste, qu'il faut donc le corriger, et pour le corriger il faut le supprimer.

Deuxième élément, on nous dit qu'il va y avoir de la décentralisation et là, nous aimerions vous entendre, Monsieur le Président de la République, très fortement et très puissamment. Comment, en retirant le foncier aux départements qui perdent leur autonomie fiscale et de gestion, peut-on imaginer garantir la libre administration des collectivités territoriales et de l'autre côté offrir des garanties de financement, sachant qu'il y a toujours l'annualité des lois de finances qui créeront naturellement une instabilité sur cette fiscalité locale ?

Donc cela va être repoussé. Nous vous faisons confiance, à l'échelle de votre mandat mais, en revanche, nous avons de sérieuses interrogations, notamment sur un débat qui monte, concernant, là encore, les impôts de production.

On ne peut pas à la fois ne plus avoir la taxe d'habitation, transférer le foncier, constater que les départements garantissent la solidarité, et à la fin parler de libre administration des collectivités locales. Dans cette autonomie fiscale et financière que nous perdons, nous devons faire plus, mieux, et être à vos côtés pour répondre à toutes ces problématiques.

C'est un sujet d'importance et c'est un sujet sur lequel votre position sur la lecture de la décentralisation sera bien évidemment essentielle.

Ce seront mes mots de conclusion. Avec Territoires Unis, nous vous avons offert il y a un an une main tendue, certes de manière un peu ferme – mais après tout nous sommes les poils à gratter de tout État. Notre problématique n'est pas d'accompagner tel ou tel gouvernement. Notre problématique est de garantir l'efficacité

des services publics de proximité dans une logique de décentralisation.

Nous faisons le constat qu'en Europe les forces qui nourrissent et qui développent ces besoins de libertés locales sont en mouvement partout, y compris en France. Les consultations référendaires en Italie il y a deux ou trois ans ont marqué ce besoin de liberté, avec plus d'autonomie encore pour les provinces. Je mets de côté le cas espagnol qui est un cas singulier mais qui témoigne quand même beaucoup de cet état d'esprit et de cette philosophie. Le modèle allemand, avec son modèle fédéral, a créé aussi des garanties d'autonomie. Certes, ils transfèrent de l'argent de l'État fédéral vers les collectivités mais ils ont aussi des moyens de levier, ils ont un système de banques indépendantes, régionalisées, et donc ils ont plus les moyens de la cohérence de politiques industrielles, d'activités de services et de développement des collectivités locales.

Chez nous, cette expression de libertés locales peut prendre des formes différentes et notre histoire le montre et le prouve. Vous avez entendu ce message puisque vous avez repris à votre compte, Monsieur le Président de la République, dans les conclusions que vous avez tirées du grand débat au lendemain du mouvement des Gilets Jaunes, ce besoin et cet appel à une nouvelle décentralisation.

Nous sommes d'accord sur le calendrier. Nous n'allons pas gêner les élections municipales, les candidats et les électeurs sur des problématiques de cette nature, mais nous, les candidats ou les maires, nous allons profiter de ce temps municipal pour être à l'écoute des besoins de transferts de compétences de proximité pour savoir si, à tel endroit et sur tel sujet, l'État est plus pertinent et si, à tel endroit et sur d'autres sujets, c'est la commune le département ou la région. Ce sera un nouveau grand débat démocratique électoral qui nous permettra, je l'imagine, d'offrir une plate-forme supplémentaire pour permettre ensuite la mise en place des groupes sous votre autorité.

Et puis, une fois que nous aurons discuté du calendrier et de la méthode, il faudra que nous fixions ensemble les objectifs. Le temps que vous souhaitez sera le nôtre, mais nous devons avoir des réflexions sur l'emploi, sur la formation professionnelle et l'apprentissage, sur le développement économique, sur la santé et la cohésion sociale, à travers la solidarité portée par les départements. Nous devons avoir aussi une ambition sur tout ce qui concerne la proximité. Cela va du tourisme au logement en passant par le sport ou la culture. La culture, c'est trois piliers : le patrimoine, la création, l'égal accès pour tous à la culture.

De tout cela, les maires sont capables, d'accompagner des politiques publiques de proximité. Nous sommes disponibles pour ouvrir un grand débat qui sera une chance pour nos administrés, usagers du service public, contribuables. Mais il peut être aussi, si vous me le permettez, cher Emmanuel MACRON, une grande chance pour l'État, à l'échelle du mandat qui vous est confié par les Français, pour atteindre le double objectif de remuscler l'État là où il est attendu comme protecteur et d'offrir des libertés locales là où elles sont devenues nécessaires.

Voilà, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les ministres, mes chers amis, le sens global et la tonalité de ce congrès qui s'ouvre sous vos auspices et qui se conclura avec votre Premier ministre. Par notre proximité avec les Français, nous sommes, chacun le sait désormais, les garants de la cohésion sociale, et nous serons présents en tout temps, en tous lieux et en toutes circonstances.

Cette mission de conciliation, c'est vrai, est de plus en plus difficile et nous avons besoin d'un cadre législatif protecteur. La discussion du texte devant le Parlement a permis des avancées significatives au Sénat. Elle permettra, je n'en doute pas, sous le contrôle bienveillant du membre du gouvernement en charge de l'animation de ces débats à l'Assemblée nationale, d'apporter toutes les garanties de stabilité, c'est important.

Je voudrais enfin rendre un hommage à l'Association des maires de France et, si vous me le permettez, à tous les membres de ses instances, membres du Bureau et du Comité directeur.

Je le dis pour ceux qui nous écoutent, c'est un engagement totalement bénévole. Les gens qui sont présents ici en face de vous, au Comité directeur, qui sillonnent la France, qui sont à l'écoute, qui discutent, le font parce que c'est un complément de leur engagement local. Parce qu'ils aiment cela. Parce qu'ils aiment la République. Parce qu'ils aiment les maires. Parce qu'ils aiment les élus. Parce qu'ils aiment les débats. Parce qu'ils aiment les faire avancer.

Je voudrais, mes chers amis membres du congrès, que vous applaudissiez à sa juste hauteur l'engagement de notre Bureau, de notre Comité directeur. C'est une institution unique qui, depuis plus d'un siècle, rassemble des hommes et des femmes de gauche, de droite, du centre, qui étaient en marche avant, qui le seront peut-être après, qui le sont pendant, car nous nous sommes toujours adaptés aussi à l'évolution des besoins de la société, à l'écoute des besoins des formations politiques, c'est une singularité. Rappelons au passage que dans leur immense majorité les maires de France ne sont engagés nulle part, juste au service de la commune et de la République.

L'AMF est un poil à gratter, c'est incontestable. Cela peut être parfois désagréable, mais ce n'est pas très grave parce que, d'abord, c'est la démocratie, c'est ensuite la vertu républicaine de la mise en perspective des enjeux, et comme nous serons toujours là pour l'essentiel, au fond

c'est une juste cause que nous avons en partage et que nous défendons.

Nos revendications n'ont jamais été et ne seront jamais celle du chœur des pleureuses, comme j'ai pu l'entendre ici ou là, mais au contraire l'expression de préoccupations de chaque commune, de chaque maire, respectables, comme vous l'avez écouté à travers le grand débat.

Notre mandat s'achève, une nouvelle génération d'élus va se lever, prendre des responsabilités, demander un espoir et s'engager. Ils seront vos interlocuteurs, Monsieur le Président de la République. Nous ne sommes que des passeurs. Et dans ce passage, les questions soulevées à travers ces quelques propos d'introduction et à travers, naturellement, les débats qui animeront de manière assez vigoureuse ce congrès jusqu'à jeudi soir permettront d'avoir une plate-forme de discussion et de réflexion en commun.

Du fond du cœur, je vous souhaite de rester toujours à l'écoute des maires, tel que vous l'avez envisagé au cours de ces derniers mois. Ils ont au cœur l'amour de notre pays, ils ont au cœur l'amour de leur commune, ils ont au cœur au fond l'amour de leur territoire. Ils ont ce petit plus d'être de quelque part, et en incarnant ce « quelque part » ils incarnent un peu le presque partout de toute la France.

C'est la raison pour laquelle ils seront à vos côtés, et je vous souhaite la réussite de votre mandat car quand on est profondément républicain, on souhaite la réussite de la France, et donc on souhaite aussi la réussite de l'action à la tête de la République.

Merci.